N° 126 — 12e Année — CINQ CENTIMES — Dimanche 6 Mai 1900

RÉDACTION
ROUBAIX, 68, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif
Rue Nationale, 51, & Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 5 francs. — Un an, 20 francs

L'ÉCLAIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10

Téléphone

VILLE DE TOURCOING

Elections Municipales

DU 6 MAI 1900

Candidats Républicains

Gustave Bron, Député, Conseiller sortant.
Victor Cocheteux, id. id.
Henri Coppin, id. id.
Maurice Cordier, id. id.
Paul Cordon, Commerçant.
Pierre Barras, Instituteur retraité.
Jules Dassonville, Industriel.
J.-B. Becavèle, Commerçant.
Auguste Ducoulombier, Conseiller sortant.
Delphin Dumortier, Conseiller prud'homme.
Henri Dumortier, Conseiller sortant.
Alexandre Huvilier, ancien ouvrieur.
Victor Flament, Conseiller sortant.
Louis Grau, id. id.
Hippolyte-Honoré Calson, Conseiller sortant.
Jules Ladesou, Conseiller sortant.
Henri Lefebvre, id. id.
Charles Leplat, id. id.
Emile Lecomte, id. id.
Abel Levengle, id. id.
Henri Lorilliard, id. id.
Charles Lordiaut, id. id.
Victor Macrteus, Négociant.
Paul Martin, Conseiller sortant.
Paul Massard, id. id.
Henri Masurel-Leclercq, Conseiller sortant.
François Orélle, Conseiller sortant.
Désiré Parsy, id. id.
Henri Quivron, Conseiller prud'homme.
Alfred Rempteau, Trieur.
Ernest Salson, Conseiller sortant.
Léon Salembier, id. id.
Gustave Scalbert, id. id.
Désiré Six, Marchand-boucher.
Florent Voogt, Tisserand.
Arthur Campion, Commerçant.

APPEL de la Solidarité Républicaine

ÉLECTEURS,

La situation est nette et ne souffre aucune équivoque.

D'une part, le vieux parti républicain se retrouve uni pour solliciter vos suffrages, tel qu'il était, en 1899, quand votre volonté lui confia l'administration de Tourcoing; mais il peut produire aujourd'hui autre chose que des promesses.

La transformation de Tourcoing, la réorganisation des services publics, les multiples formes d'assistance mises à la disposition de ceux qui souffrent et sont dans le besoin, le développement donné aux divers enseignements pour élever le niveau intellectuel et moral de la population, tout cela — ce qui a été fait et ce qui va l'être — ce sont nos états de service! Nos adversaires eux-mêmes ne peuvent que s'incliner devant les faits.

D'autre part, nous trouvons groupés sous un titre assez pompeux que mentleur, ce qui reste de la vieille garde réactionnaire et quelques individualités hâtardes qui prétendent tenir de la République, mais dont tous les actes ne tendent qu'à en empêcher le plein épanouissement.

Les uns et les autres se sont trouvés réunis sous une raison sociale qui pourrait porter comme enseigne « obscurantisme et égoïsme ». Leur but est de conserver les privilèges de la fortune et d'en arrêter le courant qui, lentement mais sûrement, apporte les réformes sociales attendues par le peuple.

Comme moyens, outre qu'ils ne craignent pas d'exploiter indignement ce sentiment si noble du culte de la patrie que nos querelles ne devraient pas effleurer, ils ont conçu une nouvelle méthode d'asservissement des travailleurs. Le droit pour l'homme de vivre en travaillant, ils veulent le mettre à la merci de leurs passions politiques et de leurs mesquines ambitions.

Quel soulagement ce sera pour le vrai Tourcoing d'infliger dimanche à cette coalition d'appétits un vote de flétrissure!

Entre ceux qui, pendant vingt ans, se sont dévoués à la défense de vos intérêts et qui, mettant à profit les leçons de l'administrateur éminent dont la perte leur a été si sensible, continueront à pratiquer une politique de fraternité républicaine, une politique de tolérance, respectueuses de toutes les convictions sincères, entre eux et les détrousseurs du suffrage universel qui ont pris un nouveau masque pour essayer de donner le change à l'opinion publique, *les citoyens indépendants ont à choisir.*

OUVRIERS, est-ce que les républicains vous ont refusé leur appui et leurs conseils dans les moments critiques?

PAUVRES GENS, est-ce que les républicains ne se sont pas efforcés de soulager vos misères?

COMMERÇANTS, de quel côté sont les tyrans qui vous oppriment?

Et vous tous, HOMMES LIBRES, est ce que vous voulez retomber sous le joug de la Réaction?

Vous avez la parole!

La Solidarité Républicaine.

A ARMENTIÈRES

DÉCLARATION de M. Maxime Lecomte

Sénateur du Nord

Il existe à Armentières, une majorité ouvrière, une majorité pour la vraie République et pour la vraie Liberté.

Cette majorité n'est pas au Conseil municipal et elle veut y entrer. J'espère en son succès, et je viens ici affirmer mes sympathies pour la cause républicaine démocratique. En le faisant, j'ai conscience de ne rien abandonner de mon programme ni de mes principes, de ne rien renier de mon passé, de ne rien compromettre dans l'avenir.

Il y a dans la majorité républicaine d'Armentières une majorité socialiste, une majorité faisant partie de ceux qui ont adopté le programme collectiviste. C'est-un fait.

J'ajoute que c'est un fait que nos amis du parti radical ont bien fait de reconnaître et de consacrer par leur entente avec les socialistes.

Cette entente n'empêche pas que chacun conserve ses idées, sa position. Les socialistes n'ont pas abandonné leur programme; les radicaux ne sont pas devenus socialistes, mais sur le terrain municipal, ils ont élaboré un programme commun.

Les républicains socialistes et les républicains non socialistes ne sont pas engagés au delà. Ailleurs — et dans d'autres circonstances — ils pourront agir autrement.

Nous rappellerons aux cléricaux cette parole de l'Evangile : à chaque jour suffit son œuvre.

Aujourd'hui, à Armentières, il s'agit de remplacer à l'Hôtel-de-Ville une municipalité réactionnaire par une municipalité démocratique.

Comme ni les uns ni les autres nous ne sommes des anarchistes, nous considérons que pour gouverner une société, qu'elle soit grande ou petite, il faut des hommes d'ordre et de liberté.

Au point de vue de l'ordre, comme au point de vue de la liberté, ceux qui sont actuellement à l'hôtel de ville d'Armentières ne donnent pas satisfaction aux républicains.

Ainsi, un adjoint au maire d'Armentières a pris part à la manifestation d'Auteuil dirigée contre le chef de l'Etat. Dans des conditions pareilles, après une pareille condamnation, le parent d'un député a été suspendu de ses fonctions. Ici, il n'en a rien été; mais les sévérités du suffrage universel peuvent suppléer aux indulgences de l'administration.

Parlons de la liberté.

Tous ceux qui tiennent à être indépendants au point de vue philosophique et religieux, à faire instruire leurs enfants où cela leur convient; les ouvriers qui, leur travail quotidien donné en échange du salaire convenu, entendent n'être plus conduits, mais se conduire en hommes et en citoyens libres; les petits commerçants qui ont pris pour devise : *vivre et laisser vivre*, et voudraient bien ne plus rencontrer des concurrences redoutables, aidées de moyens presque irrésistibles, et qui les écrasent, tous ceux-là ne trouvent pas dans la municipalité armentiéroise actuelle les garanties qu'ils jugent nécessaires. Ils veulent qu'on pense moins au clergé et aux congrégations, et plus au peuple. Ils veulent s'émanciper matériellement comme ils le sont légalement.

Les réactionnaires ont placé les élections municipales sur le terrain politique. Ils parlent du drapeau national, de la nation, de l'armée.

Bien peu nombreux sont ceux qui songeraient à abandonner le drapeau tricolore, à ne pas remplir leurs devoirs de bons français et de bons soldats.

L'armée est l'armée nationale et la patrie est le bien commun de tous les Français.

Mais sont-ils bien sûrs de n'être pas internationalistes et citoyens imprudents ceux qui suivent complaisamment les directions de congrégations dont les chefs sont étrangers et habitent l'étranger, ceux qui permettent de marcher la partie blanche du drapeau tricolore de l'image du Sacré-Cœur, de sorte que ce ne serait plus un drapeau, mais une bannière.

Le vrai péril, le péril le plus pressant, c'est le cléricalisme, qui, si on le laissait se développer en France, nous amènerait la guerre étrangère ou la guerre civile et rabaisserait notre pays au rang de l'Espagne.

Le nouveau masque des réactionnaires et des cléricaux, le *Nationalisme*, n'est qu'une forme nouvelle de cette aberration, de cet engouement dont les suites pouvaient être fatales, qu'on a appelé le *Boulangisme*.

Au 19 août 1888, tous les républicains du Nord, y compris les modérés, y compris les socialistes, se sont ligués contre les partisans de l'aventurier; ils ont choisi comme candidats Dessurtiers, de la gauche modérée, et Emile Morceau, de la gauche avancée, et ils ont partout lutté contre la réaction et les plébiscitaires.

Aujourd'hui, la situation est pareille, et tous les démocrates doivent se réunir contre la coalition qui menace la République et la démocratie.

Maxime LECOMTE.

E. GRIMAUX

Le chimiste Grimaux est mort. C'est un homme d'une robuste intelligence et d'un noble cœur qui disparaît. Tous ceux qui pensent et tous ceux que blesse l'injustice sentiront sa perte, consacreront dans une égale douleur.

D'autres appréciéront le professeur et le savant. Ce n'est pas à moi de porter un jugement sur l'auteur de la *Chimie organique* (1872-1879), de la *Chimie inorganique élémentaire* (1874-1879) des *Théories et notations chimiques* (1884), ni sur l'historien *de Lavoisier, d'après sa correspondance, ses manuscrits, ses papiers de famille et d'autres documents inédits* (1888).

Mais je viens à dire adieu au courageux citoyen qui quitta son laboratoire et s'exposa à l'insulte et à la haine, pour protester contre le déni de justice dont étaient victimes le capitaine Dreyfus et ses défenseurs, E. Zola et le lieutenant-colonel Picquart.

Professeur de chimie à l'Ecole polytechnique, il n'avait pas cru qu'il fût nécessaire, pour enseigner les sciences physiques à de futurs officiers, de subir la honte qu'infligeaient à la France ceux qui refusaient réparation à un innocent, et il avait, avec Friedel et Ducloux, signé la « protestation des intellectuels », comme l'appelait dédaigneusement l'ultramontain Brunetière, qui devait, à peu de temps de là, aider *Coppée et Lemaître* à fonder la *Ligue de la Patrie Française*. Cité comme témoin au procès Zola, il fut averti par le général Billot, ministre de la guerre du cabinet Méline, qu'il serait frappé s'il déposait. Cette menace ne l'empêcha point d'accomplir son devoir d'honnête homme. Le 25 février 1898, il lisait au jury de la Seine la lettre par laquelle il avait répondu au général Billot :

« Je suis un patriote qu'on croit flétrir, quand on l'appelle chauvin; je suis de ceux qui courent, quand les régiments défilent, et, quand le drapeau passe, je le salue respectueusement, le cœur ému et palpitant; car ce glorieux drapeau, je l'ai vu arborer des mains héroïques de l'armée de Metz par la trahison, et ce drapeau, j'espère le voir flotter au-dessus de nos villes perdues, au lendemain des batailles victorieuses qui nous rendront nos chères provinces »

Il avait le droit de tenir ce langage. Il avait été soldat et avait plusieurs années dans le corps de santé de la marine. Après avoir, avec la sagacité du savant, démêlé devant la Cour, les contradictions de témoignages, les preuves d'innocence, les compromissions coupables, les complicités criminelles, que révélaient les faits encore imparfaitement connus, de l'affaire Dreyfus, il termina ainsi son émouvante déposition :

« Oui, nous sommes tous dans une voie où nous persévérons; la vérité, nous la voulons et nous l'aurons. Nous irons sans cesse dans cette voie, et rien ne nous arrêtera; car nous sommes de ceux qui veulent la lumière, encore la lumière. Nos consciences ont soif de justice. »

Son courage reçut bientôt sa récompense. Le général Billot le révoqua de ses fonctions de professeur à l'Ecole Polytechnique. Il avait raison. Grimaux ne pouvait plus être le maître d'élèves qui bientôt siffleraient Georges Duruy, coupable de ne tenir point Esterhazy pour homme d'honneur.

Grimaux présidait l'Association pour l'avancement des sciences.

Au congrès tenu en 1898 dans la ville de Nantes, qui vient d'élire sénateur le général Mercier, il tint, malgré les menaces de la foule abéhie, malgré les conseils d'un comité pusillanime à prendre la parole dans la séance publique. On l'accueillit par les cris de : « A mort Grimaux! »

Il souffrit cruellement, non d'insultes qui ne l'atteignaient point, mais de l'injustice à laquelle s'obstinait la France de la *Déclaration des droits*. Cette blessure intime abrégea sa vie. Il a vu l'innocence une fois de plus condamnée à Rennes, malgré l'arrêt rendu par les Chambres réunies de la Cour de cassation. Il n'aura point vu la réhabilitation. Grimaux était vice-président de la *Ligue des Droits de l'Homme*.

On ne nous pardonne d'avoir encore, à son propos, parlé de l' « Affaire ». Mais nous ne pouvions laisser partir, sans dire les regrets que nous cause sa perte, l'un des hommes qui, en ces dernières années, ont sauvé la France du déshonneur.

VÉRAX.

.·.

M. Dufour, président de la Section Lilloise de la Ligue des Droits de l'homme, a adressé la lettre suivante à M. Trarieux, président du comité central :

« Au nom de tous les adhérents, je vous prie d'exprimer nos regrets à la famille de Grimaux. Nous saluons, avec une admiration émue, le cercueil de l'honnête homme, qui a eu l'honneur d'être frappé, pour avoir, dès avant les jours d'E. Zola, obéi à sa conscience en défendant la justice et proclamant la vérité. »

Pour la Section : le Président,
M. DUFOUR.

Un scandale à l'Exposition

Depuis quelque temps déjà on parlait à mots couverts d'un scandale qui aurait éclaté à l'Exposition. Voici ce qui se serait passé :

Au moment où les terrains de l'Exposition allaient être concédés, une société se forma sous le nom de Société du nouveau M. Cormier. Elle était surtout une société d'études qui élaborait un projet de section hindoue, à l'Exposition.

A quelque temps de là, elle se retire.

On était à la veille de distribuer les terrains. Une société nouvelle, composée de MM. Masse, ancien pharmacien; Marcelot, gérant; et Trator de Raivy, commandeur de la Légion d'honneur, se présente, sollicitant la concession des terrains destinés à l'Inde. Elle rencontre en M. Stanislas Ferrand, député nationaliste de Saint-Denis, un redoutable concurrent, dont la fortune, les relations et la situation politique devaient certainement faire ombrage à l'esprit de M. Marcelot et de ses co-sociétaires. Faire échouer toute candidature de leur part à la concession. Que se passe-t-il alors et comment M. Stanislas Ferrand se retire-t-il de la lutte?

C'est ce que l'enquête devra établir. M. Marcelot, lui, explique le désistement de M. Ferrand, de la façon suivante. Nous lui laissons, bien entendu, la responsabilité de ses dires.

Comme nous avions, devant nous, un député riche, ayant l'habitude des affaires : comme, d'autre part, nous tenions absolument à avoir la concession des terrains, nous résolumes d'écarter ce concurrent, en le dédommageant, ainsi que cela se fait d'habitude. M. Ferrand consentit donc à nous céder la place contre le versement de cent mille francs. Nous n'avions pas la somme entière, vingt mille francs furent versés, par un chèque dont le talon au nom d'un tiers est en la possession de M. de Valles, juge d'instruction. Le reste de la somme devait être payé par fractions échelonnées.

Une fois en possession de son terrain, la Société de l'Inde française se préoccupa de céder à quelques boutiquiers des emplacements à l'Exposition.

Marcelot s'adresse à l'Algérie et à la Turquie pour cela, et il arriva en peu de temps à louer à une centaine de marchands de nougats, de dattes et produits d'Orient, un nombre égal de baraques semblables à celles dites Collet. Le prix de la location variait de 1.000 à 1.500 francs.

Quand, aux approches de l'ouverture de l'Exposition, les marchands arrivèrent et s'installèrent, l'administration de l'Exposition cria holà!

Les redevances envers l'Etat n'avaient pas été complètement payées, les baraques n'avaient pas entre elles, les distances réglementaires, les allées qui devaient en sillonner la masse n'étaient pas établies conformément aux prescriptions... Bref, on mit à la porte tous les Algériens et les Turcs.

Ceux-ci réclamèrent leur argent à Marcelot. Il n'y avait pas en caisse de quoi les rembourser. Trois d'entre eux portèrent plainte chez M. Archer, commissaire de police, contre la Société. Le parquet désigna M. de Valles, juge d'instruction, pour enquêter sur les plaintes. Sur son mandat, M. Archer perquisitionna chez Marcelot et l'arrêta.

Marcelot, aux questions posées, déclara que les fonds encaissés avaient été employés à faire construire des pavillons et des baraques.

M. Stanislas Ferrand, entrepreneur, directeur du journal spécial le *Bâtisseur*, se défend en déclarant que son mandat de député ne lui interdit pas d'exercer son métier d'architecte et d'entrepreneur. Il a touché de ce chef 20,000 francs.

M. Millerand a signé un arrêté prononçant la déchéance de la Société des Indes françaises qui avait fait de ses concessions un exploitation scandaleuse. Les boutiquiers et marchands vont donc être expulsés des divers kiosques qu'ils avaient fait établir.

.·.

Les mensonges de la « Dépêche »

En parant de ce scandale, la *Dépêche* a désigné M. Stanislas Ferrand comme un « député raciste ».

M. Ferrand est, en réalité, un nationaliste.

Lors des dernières élections sénatoriales, il fut un des plus ardents à faire campagne contre notre ami Rauc.

M. Stanislas Ferrand est un ami politique de la *Dépêche* et il faut les habitudes extraordinaires de ce journal en matière d'informations politiques pour essayer de le classer dans le parti radical.

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique spécial

Les élections municipales

La campagne électorale touche à son terme. Partout maintenant les positions sont prises, les listes sont faites et il ne reste plus qu'à marcher au scrutin. Les derniers renseignements parvenus au ministère de l'intérieur font connaître que dans son ensemble, la lutte s'est maintenue sur le terrain municipal. Elle n'a eu un caractère politique qu'à Paris et dans certaines grandes villes, dans les cités industrielles ou commerciales, principalement. Là, en dehors des questions purement municipales, les candidats imposé à leurs candidats un programme politique et cela n'a rien de surprenant, car il s'agit pour eux, non seulement de conquérir ou de conserver la mairie, mais encore de préparer les futures élections sénatoriales.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en outre de leurs attributions communales les conseils municipaux ont un mandat politique à remplir, puisqu'ils sont appelés à désigner les délégués sénatoriaux qui forment la majeure partie du corps électoral d'où émane la haute assemblée. Dans la grande majorité des villes de second ordre, au contraire, et dans toutes les communes, grandes ou petites, la campagne s'est faite uniquement sur des questions d'intérêt local, sur des projets d'utilité, sur le mode de gestion des finances municipales et les influences des personnes y ont joué, comme toujours, le rôle prépondérant. En somme, d'après les indications données par les préfets, il ne semble pas que, sauf quelques exceptions assez rares, les élections de dimanche doivent amener de changements bien notables dans la composition des assemblées communales et des municipalités, ni que leurs résultats généraux soient de nature à fournir une indication précise sur l'orientation politique du pays.

T. H.

L'affaire Philipp

Paris, 4 mai. — M. Boucard, juge d'instruction, vient de clore son enquête relativement à l'affaire Philipp. Ce dernier est renvoyé devant le tribunal correctionnel.

LA GUERRE ENTRE L'ANGLETERRE ET LE TRANSVAAL

La situation

Lord Roberts a parlé. Le télégramme officiel du général en chef des forces anglaises est daté de Bloemfontein, le 2 mai, et semble avoir pour unique objet de transformer en une très belle victoire le combat de la veille qu'il était tout d'abord estimé indécis. Des appréciations si changeantes et un souci aussi évident de calmer les inquiétudes de l'opinion ne peuvent que légitimer un sérieux scepticisme.

Les nouvelles de source boer parvenues ce matin témoignent, d'ailleurs, des lacunes exagérées des dépêches de source anglaise. Nul correspondant et moins encore le War office ne nous avait appris que lundi dans une action dirigée contre Brandfort les Anglais subissaient un double échec.

Ce qui résulte de plus clair des versions confrontées des deux quartiers généraux, c'est qu'aucun avantage décisif ne peut être sérieusement invoqué par les deux armées. Mais dans les conditions de cette phase de la guerre, il suffit aux Boers pour vaincre de ne pas éprouver de défaites.

OCCUPATION DE BRANDFORT par les Anglais

Londres, 4 mai. — Lord Roberts télégraphie de Brandfort :

« Nous avons occupé Brandfort aujourd'hui, sans opposition, et j'espère, sans beaucoup de pertes.

» La 5e brigade d'infanterie montée soutenait le flanc gauche de la 16e division; la 2e brigade appuyait le flanc droit de la 15e division.

» Les Boers, commandés par le général Delarey, se sont retirés vers le Nord-Est. »

Mashorne, 4 mai. — Quatre mille Boers sont arrivés pour renforcer les troupes du general de Wet.

L'artillerie s'est livrée à un véritable duel : on assure que deux canons boers ont été démontés.

Tabanchu, 4 mai. — Les Boers évacuent Tabanchu et remontent vers le Nord.

Chronique électorale

A ROUBAIX

Républicains!

Voulez-vous que les bigotes exultent, que les marguilliers défirent, que les bedeaux dressent des arcs de triomphe, que les cagots illuminent, que l'archiconfrérie des frocards entre en perpétuelle épilepsie.

Votez pour l'U. S. et P.

Voulez-vous qu'au fond des monastères, moines mantilles et autres moineaux, mâles et femelles fassent une noce dont l'écho nous redira encore les éclats dans vingt ans.

Votez pour l'U. S. et P.

Voulez-vous qu'au fond des presbytères le vin coule à flot, arrosant d'épiques serments des ensouranés jurant de lutter jusqu'à l'extermination des derniers républicains.

Votez pour l'U. S. et P.

Voulez vous que les larges ventres de nos jésuites de longue et de courte robe dansent la soubresautante marche des moinagnes cholées.

Votez pour l'U. S. et P.

Voulez-vous que les Assomplionnistes se donnent une outre de bon sang et que les *Croix* retentissent des clameurs victorieuses des «Croisés», «Croisés», «Croisés».

Votez pour l'U. S. et P.

Voulez-vous que lundi matin, tous les journaux réactionnaires chantent victoire et commandent des *Te Deum*, au nez et à la barbe des républicains imbéciles qui leur auront fait la gloire échelle.

Votez pour l'U. S. P.

Voulez que la mairie soit toujours pleines de soutanes, que le bilbet de confession devienne partout obligatoire, que les prêcheurs tiennent partout le haut du pavé, et que nos rues prennent l'aspect d'avenues d'un vaste séminaire.

Votez pour l'U. S. et P.

Voulez-vous donner un témoignage d'estime et de confiance aux scribes qui remplissent leurs feuilles « à usages externe » de cancans inepies, et instaurer à la mairie l'administration genre portière et pipelet.

Votez pour l'U. S. et P.

Voulez-vous encourager la vaillerie des républicains indignes qui marchent côte à côte avec l' « Union cainoque », pendant toute digestif et se condamnant à être domain la dupe et la risée des réactionnaires.

Votez pour l'U. S. et P.

Voulez la mort de la République, de la vraie, celle qui garde jalousement les libertés conquises, et l'établissement d'une République frelatée où il y aura de tout, excepte des républicains dignes de ce nom.

Votez, citoyens, votez pour l'U. S. et P.

Mais si, au contraire, vous aimez la franchise et les drapeaux largement déployés; si, hommes de conscience et d'honnêteté, vous considérez les ainoiries comme des formes de la lâcheté; si, républicains de cœur et de sève, vous voulez défendre, l'Etat laïc, la pensée laïque, l'école laïque contre les menées ténébreuses du cléricalisme et du jésuitisme; si, hommes de raison, vous êtes pour la Déclaration des Droits de l'Homme contre le Syllabus, votez, citoyens, voteez contre la coalition monstrueuse que la vraie Republique a toujours vue, essaim de bestioles malfaisantes, conspirer contre sa vie et sa grandeur.

A bas les calotins!

A bas les cléariens!

A bas les pseudo-républicains qui ont fourbi le couteau des égorgeurs impuissants!

Citoyens! aux urnes! faites le vide autour des tristes défenseurs du passé et réservez votre souffleet le plus retentissant pour les traîtres et les transfuges!

Citoyens! soyez honnêtes et marquez les capitulards que la réaction a achetés d'un signe d'infamie.

CRAVACHOL.

Electeurs républicains

Pour qu'il n'y ait aucune confusion possible dans l'esprit des républicains anti-cléricaux pour qu'on ne puisse pas donner le change à l'opinion, l'Union des gauches anticléricales de Roubaix à l'honneur de recommander chaudement à tous ses adherents et amis de voter sans hésitation et sans ratiser pour tous les candidats présentés par le *Parti ouvrier*.

En votant ainsi, ils accompliront un acte de *défense républicaine*. Ils sauveront les intérêts de l'*enseignement laïque*, la *liberté de conscience*.

Aucun républicain sincère ne se laissera prendre au piège que tendent à la démocratie rouhaisienne les soi-disant républicains de l'Union sociale et... jésuitique.

Républicains progressistes, votez pour les candidats du Parti Ouvrier.

Le Comité de
l'Union des Gauches anticléricales.

Appel du « Comité Républicain »

Le « Comité Républicain » a fait afficher hier l'appel suivant :

Electeurs républicains!

Le Comité Républicain, réuni en assemblée générale, a décidé de ne pas présenter de candidats aux élections municipales.

Il engage les électeurs républicains à donner leurs voix aux candidats qui, adversaires résolus de toute compromission cléricale, se déclarent les défenseurs déterminés des lois scolaire et militaire.

Electeurs républicains!

Vous n'accorderez pas vos suffrages à ceux qui, s'ils arrivaient en majorité au Conseil municipal, choisiraient les *délégués sénatoriaux et subventionneraient les écoles cléricales*, ou l'on élève les jeunes gens dans la haine de nos institutions, au detriment des écoles laïques que le *Journal de Roubaix* appelle les *Ecoles neutres*.

Electeurs républicains,

Pas d'abstention! — A la coalition de toutes les forces réactionnaires, opposons la coalition de toutes les forces républicaines.

Républicains,

La République n'a rien à craindre avec nos adversaires actuellement à la mairie. *Elle aurait tout à redouter* avec la coalition qui a nom *Union sociale et patriotique*.

Le *Comité républicain croit bien servir la République en engageant les électeurs à voter contre la liste de l'Union sociale, etc., etc.*

Vive la République!

Pour le Comité républicain :
Le Président,
G. MONVOISIN.

Et vous serez bénis!

Nous croirions manquer à tous nos devoirs si nous ne signalions au monde subisuaire la très curieuse exhibition dont Roubaix a le privilège. Nous voulons parler d'une troupe de bigotes vertèbres qui fait les délices de notre foire; ils s'appellent les Fidèles, et chose curieuse se meuvent comme des réactionnaires. A première vue le public les croit bien élevés, instruits, sincères, en somme, amis vrais en liberté, en grand air, en plein soleil. Mais c'est là un jugement téméraire et certain professeur de l'école catholique qui les fréquente beaucoup lesdits cancaneurs, médisants, peu cultivés et menteurs à l'occasion.

Vous leur parlez sérieusement des élections; ils vous répondent que la Dame d'un de leurs adversaires a le nez en trompette.

Vous leur demandez pourquoi ils vivent dans une promiscuité étrange avec les pires ennemis de la liberté : ils crient à tue-tête : Vive la République!

Vous leur parlez des écoles laïques, des instituteurs laïques, du crucifix qui a disparu de presque toutes les écoles, *même les congréganistes*, et de renter tous les instituteurs, *surtout les frères ignorantins*.

Vous trouvez que l'accouplement Dulhoit-Noyelle Rufelet dérône à tout jamais celui de la carpe et du lapin. Ils vous font joyeusement remarquer que les vrais républicains sont, tous comme ça, très liés avec d'enragés réactionnaires — et que la Republique ne peut que s'en porter mieux.

Vous émettez des doutes sur l'efficacité bienfaisante des conseils que l'U. S. et P. va chercher chez les frocards, ils vous prouvent par a + b que la sagesse réside ès sacristies et que plus rien n'est grand que le sabre des Suisses ou que l'âme des bedeaux.

Vous demandez à rester libres, à voter selon votre conscience : ils vous appellent vendus, crétins, démolisseurs des libertés, et brandissent la déclaration des droits de l'homme en révant du Syllabus.

Ils ont renversé le monde, grâce à eux les bons républicains sont d'infects réactionnaires, et les réactionnaires sont devenus de républicains.

Les chevaliers de Grégoire le Grand, les porteurs de flambeaux, les marguilliers, tous étaient consistoriaux, tousaires, plus ou moins mitrés, sont les pires soutiens, les champions de Marianne et les smoureux transis de la G. cuse.

Les *Croix*, les journaux réactionnaires qui depuis leur plus tendre enfance, tendent des niches à la Republique, sont du jour au lendemain les seuls qualifiés pour la defendre.

C'est le progrès : Noyelle, Rufeet, Reboux, le père Fouchette, Dulhoit de la Catho, Chasteyn et Cie, le disent : il faut les croire où gare l'anathème.

La République née sur les barricades se retire dans l'ombre des confessionnaux avec ces messieurs de l'U. S. et P. Ceux qui restent au grand air sont des gredins, des sans-aveu qu'il faut traquer, pourquoi? faire mourir de faim..

N'est-ce pas beau, citoyens, une telle République? Tout le monde en est, excepté les républicains, c'est varié et grouillant, et les soutanes tiennent chaud. Puis on a des ancêtres pour peupler le Panthéon que l'union bénira : Fiten, Hallerey, Flamidien! Votez pour l'Union sociale et patriotique, et vous serez bénis, on attendant d'être hallonnés, fouettés et en... empalés!

Que votre volonté se fasse, ô républicains!

GRINGOIRE.

RÉUNIONS ÉLECTORALES

L'Union Sociale et Patriotique siffée

Les réunions du parti ouvrier ont attiré hier soir beaucoup d'électeurs. Partout salle bondée et grand succès. Mais le clou de la journée était la réunion de l'Hippodrome organisée par les réactionnaires. Il y avait peu de monde.

Les partisans de l'Union sociale et Patriotique n'ont pas du être très fiers de leur soirée.

Pourtant dès que la police l'avait mise à leur service avec une complaisance rare et qu'elle a fait preuve d'excès de zèle.

Le bonhomme était barré par une police bienveillante pour l'Union Sociale, mais beaucoup moins pour les ouvriers qu'elle a assez malmenés et insultés.

A la suite de la réunion, les membres de l'Union Sociale et Patriotique, au nombre de 500 environ, se mettent en cortège et huée par la foule remontant le boulevard.

Ce groupe suivi par plus de 3000 ouvriers qui sifflent et conspuent, part par la rue Neuve et va en clôturer devant le *Journal de Roubaix*.

Après le passage des manifestants, c'est par centaines que l'on compte les mercuriale des deux différences collées sur les murs. Voilà les républicains de l'Union sociale et patriotique ceux qui prétendent ouvertement en maintenant leur corrupteur, leur police service et complaisante!